

# **ALGÉRIE: «BOUTEFLIKA EST MORT, IL A LAISSÉ CINQ ENFANTS»...**

Où en est le hirak (mouvement populaire) après 39 semaines de mobilisation inédite dans l'histoire du pays?

Si les manifestations grandioses du vendredi 1<sup>er</sup> novembre ont permis de donner un second souffle à une dynamique menacée de stagnation, nombre de questions demeurent en suspens pour les opposants au régime qui commencent à affirmer clairement que les marches hebdomadaires ne suffisent pas à changer l'ordre des choses.

Après avoir réussi à empêcher le cinquième mandat d'Abdelaziz Bouteflika prévu en avril, tout comme les élections présidentielles annoncées pour juillet, il n'est pas encore certain que le mouvement populaire puisse annuler la tenue du scrutin programmé le 12 décembre par les autorités. Même si tout reste possible...

Avant le lancement officiel de la campagne électorale le 17 novembre, des panneaux destinés aux affiches des candidats sont installés dans les rues de la capitale, sans faire l'objet de dégradations notables - en dehors de quelques graffitis contre le vote -, tandis que les manifestants scandent dans leurs cortèges: «*Bouteflika est mort, il a laissé cinq enfants*».

En effet, les candidats sont tous assimilés, et à raison, au régime dont ils sont les purs produits - comme les anciens chefs de gouvernement Ali Benflis et Abdelmadjid Tebboune - même s'ils font mine d'entendre les doléances des contestataires en donnant des gages à l'Algérie qui ne marche pas ou ne marche plus.

Car, au-delà du clivage entre les partisans du régime et leurs opposants, s'est installée une nouvelle ligne de fracture séparant les personnes convaincues de la nécessité de prendre part au scrutin du 12 décembre - mais qui ne font pas nécessairement partie de la clientèle habituelle du «*système*» - et leurs contradicteurs qui ne veulent «*pas de vote avec la bande*», désignant sous ce terme la clique au pouvoir.

Cette polarisation croissante s'est illustrée lors de l'affrontement qui a opposé, le 13 novembre à Annaba, les participants à la marche pro-élection appelée par les bureaucrates de l'union de wilaya (département) de l'*Union générale des travailleurs algériens* (UGTA) - la courroie de transmission du régime dans le monde du travail - et une centaine de hirakistes déterminés à faire entendre la voix du mouvement populaire. D'après le quotidien privé *Liberté* daté du 14 novembre, des sections syndicales UGTA de la wilaya rejointes par deux cents travailleurs du complexe sidérurgique d'El Hadjar acheminés par bus ont à peine eu le temps de crier «*Armée, peuple, frères!*» ou «*Oui à l'élection présidentielle! L'Algérie est en danger*». Les marcheurs pro-élection - dont certains disent qu'ils ont été menacés de licenciement - ont très vite été interrompus par des militants antisystème qui les ont accusés d'être des «*sbires à la solde de la bande*» ou des «*traîtres à la cause nationale*» avant de saisir leurs banderoles. Les policiers qui encadraient la manifestation de l'UGTA ont alors malmené puis arrêté 53 hirakistes.

Le même type d'affrontement s'est produit à Constantine le 14 novembre avec les mêmes conséquences: arrestation d'une vingtaine de jeunes hirakistes qui voulaient empêcher la marche de soutien à l'armée et aux élections, manifestation qui aurait été soutenue financièrement par un entrepreneur local (*Liberté*, 15-16 novembre).

Il est probable que ces événements se reproduisent si les tenants du pouvoir et leurs soutiens poursuivent leurs provocations comme ils ont essayé de le faire à l'intérieur du pays dans des villes réputées conservatrices comme Ghardaïa, Aïn Defla, Mostaganem, Souk-Ahras, Chlef, Laghouat ou Djelfa. Car l'état d'esprit de la population n'est pas à la résignation.

Ali Benflis a par exemple été chahuté par la population, le 2 novembre, alors qu'il était sorti dîner dans la banlieue d'Alger. Le candidat a dû regagner son véhicule sous les huées des hirakistes qui lui lançaient le fameux slogan: «*Vous avez pillé le pays, voleurs!*».

Face à cette effervescence à la base, les nostalgiques du stalinisme, notamment ceux regroupés autour du *Parti algérien pour la démocratie et le socialisme* (PADS), s'opposent aux slogans: «*État civil et non militaire*» ou «*l'armée dans les casernes*». Le PADS estime, dans une déclaration datée du 1<sup>er</sup> novembre, qu'il faut plutôt «*œuvrer à ce que les liens se renforcent entre le peuple et l'armée sur la base des exigences populaires*».

Pour les trotskistes du *Parti socialiste des travailleurs* (PST), les manifestations massives du 1<sup>er</sup> novembre ont donné «*un nouveau souffle mobilisateur*» au mouvement d'après leur déclaration datée du 7 novembre. Tout en plaidant en faveur de l'auto-organisation à la base des travailleurs et pour la grève générale, le PST met toujours en avant le mot d'ordre d'*Assemblée constituante souveraine* qui serait «*représentative des aspirations démocratiques et sociales de la majorité des masses populaires de notre pays*».

Au-delà du 12 décembre, le mouvement populaire doit s'installer dans la durée pour imposer son agenda propre, indépendamment des manœuvres politiciennes ou des réflexes autoritaires. Il s'agit désormais de tisser des liens entre les différents foyers de contestation, à l'intérieur et à l'extérieur du pays, sans faire de concession au populisme ou au nationalisme.

**Nedjib SIDI MOUSSA**  
*Béjaïa, le 16 novembre 2019.*

-----